cho que vient de faire la Commission du Havre excite toute un vif intérêt.

A leur réunion de la semaine dernière, les commissaires du Havre ont décidé d'offrir à l'entreprise le percement d'un chenal de l'eau claire au Bassin Louise, afin de faciliter l'entrée des premiers steamers attendus vers le 20. Ils ont demandé des soumissions en conséquence, et, mercredi matin, se sont assemblés pour les ouvrir. A leur surprise, il n'y avait que deux soumissionnaires : Charles Wagner offrait de faire l'ouvrage pour \$700, James Wood du Cap Blanc demandait \$1100. A une époque où l'ouvrage est si rare, on s'attendait à recevoir un plus grand nombre d'offres.

L'ouvrage a été adjugé au plus bas soumissionnaire. Il s'agit de scier dans la glace un passage dont l'embouchure devra avoir 150 pieds de largeur, se retrécissant jusqu'à l'entrée du Bassin. La distance actuelle de l'eau claire au Bassin est de 1600 verges, ce qui nécessite deux coupes d'un mille chacune. L'entrepreneur réussira-t-il ? La glace est d'épaisseur très inégale, variant de 2 à 15 pieds, on l'a constaté par des sondages.

Dans l'intervalle, les Commissaires du Havre, qui avaient encore en magasin des fusées de poudre restant des dernières expériences de rupture du pont de glace il y a quelques années, ont demandé au commandant de la Citadelle de renouveler ces expériences. Le colonel Montizambert et le Capitaine Rutherford sont descendus sur la glace lundi et mardi avec des escouades d'artilleurs, et se sont mis à l'œuvre. Des bidons de poudre, et non de la dynamite comme l'ont dit les journaux, ont été disséminés sous la glace de dix pieds en dix pieds, formant un cordon rectiligne, relié par des fils à une batterie électrique pour allumer les fusées. L'expérience n'a pas eu de résultat, et les officiers ont fait rapport en conséquence. Les commissaires sont donc revenus au projet de sciage de la glace. On suit avec intérêt ce travail, qui a été commencé sur le champ. Le contrat signé par l'entrepreneur comprend aussi l'évidage des glaces du bassin d'attente.

ENCORE LA QUESTION DES ASSURANCES

Les avis sont assez partagés sur le succès de notre campagne de l'an dernier contre les exactions des compagnies d'assurance-feu. Celles-ci ont bien fait annoncer une révision générale des risques et un remaniement du tarif qui devait abaisser les primes, notamment à St-Sauveur, mais il paraît qu'il n'en a rien été.

Plusieurs assurés nous informent que non seulement ils n'ont pas été

réduits, mais qu'ils paient plus qu'auparavant. Ainsi, il y a augmentation sur l'assurance des magasins de grains et de fer. Ceux qui payaient 1 p. c. paient maintenant 1.20. Les marchands de grains se demandent en quel honneur on les enchérit. Les cas de combustion spontanée du grain chauffé sont assez rares, ce semble, pour ne pas créer de risque notables.

Rien comme les faits brutaux pour aider la discussion. Nous allons en citer un venu à notre connaissance personnelle. L'immeuble de la Banque Jacques-Cartier à St-Sauveur avait pris une assurance de \$3000 à la "Phoenix" en 1893 pour trois années à raison de \$25.50, soit \$8.50 par \$1000. Lorsqu'on est venu pour renouveler au commencement du présent mois, les agents ont demandé au gérant de la banque, M. N. Dion, \$12.50 par \$1000, soit \$37.50 pour trois ans. Or, la Banque Jacques-Cartier est logée à St-Sauveur, précisément dans le quartier où l'Association des Assureurs avait promis de réduire son tarif. L'immeuble en question est parfaitement isolé, bâti suivant toutes les règles, chauffé à l'eau chaude ; l'installation de la fournaise est en plein ciment et n'offre pas le moindre danger d'incendie. En quoi le risque est-il plus grand aujourd'hui qu'en 1893 ?

Comme c'est l'époque des renouvellements de polices, nous continuerons à donner aux propriétaires le conseil de réduire le chiffre de leurs polices, puisque les compagnies d'assurances ne se montrent pas plus raisonnables.

S'il faut reprendre notre campagne de l'an passé, nous le ferons sans hésitation. Les propriétaires lésés sont invités à nous communiquer leurs polices périmées et le chiffre des nouvelles primes qu'on leur demande, et nous plaiderons leur cause.

Au besoin, nous convoquerons les citoyens en assemblée publique pour délibérer et aviser sur les moyens à prendre pour corriger cette fausse situation. Il est temps qu'on sache si Québec va rester à la merci d'un "combine" dont la tête est à Montréal.

PETITS PROFITS, GRAND DÉBIT

La Compagnie du Gaz de Montréal a réalisé un bénéfice net de \$318,558.58 l'an dernier, soit \$18,000 de plus que l'année précédente, et a pu déclarer deux dividendes semestriels de 5% chacun, et tout cela en dépit de la perte de revenu résultant de l'abaissement des prix du gaz au milieu de l'année, du regain de consommation d'huile pour éclairage, et de la dépression générale des affaires.

Malgré toutes ces causes, le rapport officiel de la compagnie constate une plus forte vente de gaz, et moins de fuites,

bien que la canalisation ait été considérablement augmentée durant l'année. On a ajouté 8 1/2 milles de conduites, installé 1,036 nouveaux services, et fait des améliorations importantes aux appareils pour sauver du temps. On a de plus installé 563 poêles à gaz.

Voilà des chiffres qui devraient donner à réfléchir à la Compagnie du Gaz de Québec.

L'effet naturel des réductions de tarifs est d'accroître la consommation et par suite les revenus et les profits. Nous connaissons une foule de particuliers qui feraient leur cuisine au gaz,—et c'est la meilleure,—si ce combustible pouvait lutter au point de vue du prix de revient, contre le bois et le charbon, de même qu'ils adopteraient les becs Auer de préférence au pétrole qu'on fait venir de loin, si le gaz leur coûtait \$1.10 le mille pieds cubes au lieu de \$1.75. Et ce déplacement ne nuirait pas au commerce, attendu que le chauffage à l'eau chaude se multiplierait, ce qui bénéficierait à l'importante industrie de la plomberie et au négociant des marchands de fer.

LE PONT D'OTTAWA

Nous extrayons ce qui suit de récents débats à la Chambre des Communes

"M. Devlin, député du comté d'Ottawa, a soulevé un débat intéressant lorsqu'il a demandé copie de la correspondance concernant la construction d'un pont à la Pointe Nepean, pour relier Hull avec Ottawa.

M. Devlin a prononcé un discours éloquent à l'appui de sa motion. Il a fait voir l'importance de ce pont destiné à relier les deux provinces d'Ontario et de Québec. Plusieurs compagnies de chemin de fer sont intéressées dans la construction de ce pont, le chemin de fer de Jonction du Pontiac et Pacifique, le chemin de fer de la Vallée de la Gatineau, le chemin de fer du Parry Sound et le chemin de fer Canada Atlantique. M. Devlin a fait voir que la construction de ce pont bénéficierait non seulement aux villes d'Ottawa et de Hull, mais encore aux comtés voisins les plus directement intéressés, dans les deux provinces, tels que les comtés de Carleton et Pontiac, Ottawa et Russell, Labelle et Prescott. M. Devlin termine en exprimant l'espoir que le gouvernement se rendra aux demandes des délégations qui se sont adressées à lui pour obtenir de l'aide pour la construction de ce pont.

L'hon. M. Haggart, répondant au nom du gouvernement, a concouru abondamment dans les vues exprimées par M. Devlin quant aux grands avantages qui résulteraient pour le district de la vallée de la Gatineau de la construction de ce pont. Le gouvernement est disposé favorablement à l'égard de ce pont vu que les deux provinces intéressées, Québec et Ontario, ont montré qu'elles étaient anxieuses de le voir construire, et il espère pouvoir convaincre ses collègues dans le gouvernement de la nécessité de placer une somme

dans
terr.
dovai
respo
devis,
struir
mins
trafic
M.
prouv
dit de
très h
à faire
cette ;
beauc
acit qu
dont le
faire t
rappelle
votés p
nement
pour qu
gouvern
chose d
metra p
Nous
l'harmon
faveur d'
seulemen
se répète
mais au p
Nous e
ponte. O
de Québec
ment servi
qu'il est de
en falloir v
chir l'Ottaw
es deux pa
de prendre
coop plus c
la Point
Hawkesbur
d'abord ? N
hon. M. Lau
portante circ
ser son appu
Nord, qui es
orte du Pa
M. Devlin
Parry Sou.
un nombre de
direction du p
ce pont sai
Montréal, la
rait 70 mill
construire au
représentait
sure au coût
est évalué
Encore une
hon. M. Lauri
et de donn
mise le même
être à une e
Ottawa. Lo
JOB! JOB!
peaux pour l
à \$3 la doz
sacrificés.—
Notre-Dame,
ANCH-